

WIKI n°11 : Le voile de l'universalisme

En principe, les objectifs de la gouvernance mondiale sont sensés s'appliquer partout, sans aucune restriction géographique. Néanmoins, ce type de rhétorique découle directement des hypothèses universalistes de l'ordre mondial libéral¹. En plus d'illustrer la centralité d'un langage universalisant, les aspirations universelles de la gouvernance mondiale sont entravées par la persistance de conflits normatifs, qui jouent un rôle dans la structuration des pratiques politiques.

En effet, bien que les aspirations universelles se soient reflétées dans toutes sortes de pratiques, les réalisations de ces pratiques ont été structurellement limitées. Afin de ne laisser personne de côté, par exemple, les Objectifs du Millénaire pour le développement ont cédé la place aux Objectifs de développement durable, organisés selon un plan d'action détaillé comprenant dix-sept objectifs, 169 cibles et plus de 200 indicateurs.

A ce jour, cependant, cet énorme travail d'identification des objectifs continue de diviser les partisans de la solidarité internationale et ceux de la responsabilité nationale. En d'autres termes, l'universalité est contrainte par un débat de valeurs concernant la question de savoir si la conformité doit être obligatoire ou volontaire.

Les références à l'universalité dans les politiques publiques mondiales passent sous silence la nature politique de leurs objectifs ainsi que les obstacles pratiques qui entravent l'application dans le monde réel de toute valeur universelle. Dans une large mesure, la référence aux aspirations universelles reflète une volonté d'accroître la légitimité de l'ordre international établi et de mobiliser les gouvernements et le grand public.

Bien que de plus en plus remis en question par la nécessité de mieux reconnaître l'importance de la diversité culturelle, le récit de l'universalité a fortement imprégné la gouvernance mondiale au cours des dernières décennies. Les aspirations universelles ont ainsi éclairé un large éventail de politiques mondiales.

Dans l'économie mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et le Fonds monétaire international justifient leurs politiques favorables au marché par le fait que ces politiques constituent le meilleur moyen d'assurer la prospérité de toutes les nations. Sur le plan social, les politiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Organisation internationale du travail ont fait référence à "l'éducation pour tous" ou "un travail décent pour tous".

¹ Ikenberry, G. John (2024). L'ordre libéral international a-t-il un avenir ? *Revue Défense Nationale* n° 871. <https://chairestrategique.pantheonsorbonne.fr/sites/default/files/2024-11/09.%20Ikenberry%20-%20L%E2%80%99ordre%20libe%CC%81ral%20international%20a-t-il%20un%20avenir%20%28C%29.pdf>

De même, dans les négociations environnementales, des politiques globales sont régulièrement défendues au nom de l'équité intergénérationnelle. Dans tous ces domaines, les aspirations universelles permettent aux acteurs d'entretenir l'illusion qu'ils sont apolitiques.